



L'Etat Wallonie-Bruxelles d'Olivier Maingain : une proposition majeure

Dans *Le Soir* du 21 février 2013, le président des FDF, Olivier Main gain, fait une proposition d'un inté rêt majeur : il considère que la Bel gique doit être structurée en deux Etats fédérés, la Flandre et l'Etat Wallonie-Bruxelles ; dans ce der nier, les deux entités constitutives seraient largement autonomes et coopéreraient lorsqu'elles y au raient intérêt.

Les réunionnistes que nous sommes ne peuvent qu'applaudir à cette proposition. Si elle devait aboutir, elle aurait pour vertu immédiate que Bruxelles serait débarrassée de toute forme de tutelle de la Flandre. Force est toutefois de parler au

conditionnel : la cécité dont ont fait preuve jusqu'ici les responsables politiques francophones et leur combativité plus qu'émou sées ne permettent pas de nourrir la moindre illusion : cette proposition n'a aucune chance de se concré tiser, car qui peut imaginer que la Flandre acceptera que Bruxelles, qu'elle convoite avec tant d'appétit, s'affranchisse de son ombre tutélaire ?

Incidemment, ces visées de la Flandre, et pas seulement de la N-VA, sur Bruxelles ne manquent pas de paradoxe. Une Flandre indépendante ayant annexé Bruxelles compterait quelque 7 millions d'ha bitants, dont un million de fran-

cophones, soit 15 % de sa popu lation. Pour un pays recherchant l'homogénéité linguistique, voilà qui constituerait un fameux caillou dans la chaussure. Mais le nationalisme flamand, comme tous les nationalismes, comporte une bonne part de romantisme, et le romantisme n'est par définition pas rationnel...

Charles Michel a dit de son ancien coéquipier qu'il est un extrémiste et un séparatiste. Traiter Olivier Maingain d'extrémiste est ridicule. Quant à « séparatiste », ce qui est un gros mor dans la bouche du président du MR est un compliment ou non, lorsque la Belgique aura cessé d'exister. Nous espérons évidemment que ce « Wallobroux » sera aussi éphémère que possible.

Puisse-t-il donc avoir raison !

Jean-Paul Roos

Le dilemme de Kris Peeters

(extrait du site électronique de l'Alliance Wallonie-France : <http://alliancewalloniefrance.wordpress.com/>)

Quoi qu'il arrive, Elio Di Rupo aura accompli un authentique exploit : devenir Premier ministre. Il aura dû, pour cela, consentir à une 6^e réforme de l'Etat réclamée à cor et à cri par la Flandre. Après les élections de 2014, ses chances de rester au pouvoir sont minces. Oublier la N-VA se maintient à son niveau actuel et devient incontournable, ou bien Gwendolyn Rutten est touchée par la grâce et ramène le parti de Guy Verhofstadt au cœur du jeu politique en Flandre, ou bien le CD&V, fort de son ancrage dans la société flamande, redresse la tête et récupère la fonction de Premier ministre à laquelle il s'est habitué.

Il serait quand même étonnant que la famille libérale arrive en tête au soir des prochaines élections. Reste le CD&V, descendu à 14,1 % des intentions de vote en Flandre au vu du récent baromètre politique RTBF/La Libre.

Never convainc près de trois fois plus d'électeurs flamands que le CD&V lui-même, c'est accepter de rester dans son ombre. Alors, pour se démarquer de la N-VA, le CD&V veut la jouer « responsable » ; aucune intention de paraîter la Belgique après les élections de 2014, priorité à la mise en œuvre de la 6^e réforme de l'Etat, dont les acquis substantiels ne doivent rien à la N-VA.

Dans ce repositionnement, Kris Peeters doit peser de tout son poids. Figure populaire, issu d'une organisation patronale flamande, avec une aspiration à l'autonomie de la Flandre qui le rend proche de la N-VA, il est présenté comme un super-candidat au poste de Premier ministre. On imaginait qu'il pourrait s'entendre avec la N-VA pour rester à la tête du gouvernement flamand après les élections de 2014, mais il semble avoir choisi de s'engager avec le CD&V dans ce qui ressemble à une « opération survie ».

« Ces manœuvres de politique extérieure ont énervé Didier Reynders, qui rappelle à Kris Peeters qu'il doit se limiter à des contacts économiques et lui laisser les visites politiques. » Loin de faire baisser la pression, ce dernier lui rétorque que la Flandre

a également des compétences politiques. Il est beau notre fédéralisme de coopération... »

Georges Régibeau

In memoriam Jacques Hoyaux

J'ai une pensée émue pour Jacques Hoyaux, qui vient de nous quitter. Il m'avait cédé, en 1969, la direction du journal de Wallonie libre, happé par une carrière politique qui allait en faire un ministre remarqué de l'Éducation nationale. Mais jamais il ne mit notre drapeau en poche. Et lorsque sonna pour lui l'heure de la retraite, il alla savourer en Bourgogne les charmes d'une France qu'il adorait. J'écris en pensée sur sa tombe une épithaphe qui lui ferait plaisir : ici repose un Wallon, un Français.

J.R.



SNCB: encore un échec du fédéralisme

Dans *La Libre Belgique* du 23 janvier 2013, Paul-Henry Gendebien, président fondateur du Rassemblement Wallonie-France (RWf), tire les leçons du plan d'investissement de la SNCB.

Plus personne ne le conteste: le rail wallon connaît un retard historique. La plupart des commettateurs n'osent pas s'interroger sur le pourquoi de cette situation, craignant de devoir constater que le fédéralisme ne fonctionne pas, rompant ainsi avec la pensée belgique correcte. (...)

Les députés wallons ont raison de se fâcher en découvrant – tardivement – que le plan d'investissement de la SNCB roule la Wallonie dans la farine. Mais oseront-ils remettre en question le «modèle» belge? (...)

Depuis des décennies, la classe politique wallonne a accepté le sous-équipement récurrent du rail wallon. «*Lâchons du lest à la Flandre*», disait-on, «nous obtenons en retour l'appareillement communalitaire». On a donc lâché du lest et de surcroît on a dit merci! C'est ainsi que la Wallonie a été rationnée, comme en temps de guerre, en se laissant imposer une clé de répartition félonne pour les investissements de la SNCB, à savoir 60 % pour la Flandre (dont le territoire est plat et exigu) et 40 % pour la Wallonie, plus vaste et surtout plus accidentée, ce qui implique des coûts plus élevés et donc des budgets supérieurs. Dans le même temps, la Wallonie abandonnait l'essentiel de

la direction des chemins de fer «belges» aux partis flamands, en échange de quelques «fromages» de second rang – mais plantureusement rémunérées – concédées à des nomenklaturistes wallons principalement issus du PS et du PSC, en personne qui s'en est chargé: MR. (...)

Le plan d'investissement 2013-2025 de la SNCB est désastreux pour la Wallonie. Il ne retient, comme prioritaires, que trois projets wallons sur trente-cinq! Et les milliards attendus ne seront pas au rendez-vous. Le RER, censé relier le Brabant wallon à Bruxelles, se réalisera peut-être, dans le dos, alors même que le

Parlement de Namur veut renégocier le plan d'investissement de la SNCB.

Il sera trop tard pour inverser la vapeur ultérieurement, même si un hypothétique État Wallonie-Bruxelles indépendant, mais totalement désargenté, devait prendre le relais: il ne lui resterait qu'à privatiser les derniers kilomètres de voies ferrées qui auraient survécu.

Ainsi le fédéralisme à la belge est-il devenu une nuisance pour les intérêts wallons et bien entendu bruxellois. La Flandre n'a

nullement renoncé à régionaliser la SNCB. Pour les chemins de fer wallons, la solution n'est plus

ce scénario lamentable est révélé-

teur de l'état de dépendance de la Wallonie: l'appareil partisan qui contrôle la Région s'est obligé à faire profil bas devant le système

belgo-flamand qui lui accorde, en échange, sa protection, une pro

tection qui lui garantit – pour un temps encore – les moyens tout juste suffisants pour se maintenir au pouvoir et en percevoir la rente y afférente.

Ce qui se passe à la SNCB se reproduit ailleurs, à la Poste, à l'aéroport de Zaventem, à Belgacom,

l'armée, à la police fédérale, dans la diplomatie (où le néo-orangiste Reynders veut raviver le Benelux via des ambassades communes à la Wallonie. C'est Paul Magnette

Trente ans de fédéralisme ont rendu les Francophones encore plus minoritaires au sein de l'Etat belge. Leur faiblesse volontaire est en cause, tout autant que la force affirmée des Flamands. Pour ce qui est de la bataille du rail, on verra en fin de parcours qu'elle s'achèvera par une cruelle défaite de la Wallonie.

La N-VA et le Vlaams Belang obtiendraient la majorité absolue

(extrait du site électronique de l'Alliance Wallonie-France: <http://alliancewalloniefrance.wordpress.com/>)

Le 28 février 2013, une importante analyse de Christian Behrendt a été mise en ligne sur le site du journal *Le Soir*: Elle signale que la N-VA et le Vlaams Belang obtiendraient la majorité absolue dans leur groupe linguistique à la Chambre si les résultats du dernier baromètre politique RTBF/La Libre étaient confirmés dans les urnes en 2014. Le mécanisme d'attribution des sièges étant ce qu'il est, la N-VA, crédi-

la direction des chemins de fer «belges» aux partis flamands, en échange de quelques «fromages» de second rang – mais plantureusement rémunérées – concédées à des nomenklaturistes wallons principalement issus du PS et du PSC, en personne qui s'en est chargé: MR. (...)

Le plan d'investissement 2013-2025 de la SNCB est désastreux pour la Wallonie. Il ne retient, comme prioritaires, que trois projets wallons sur trente-cinq! Et les milliards attendus ne seront pas au rendez-vous. Le RER, censé relier le Brabant wallon à Bruxelles, se réalisera peut-être, dans le dos, alors même que le

Parlement de Namur veut renégocier le plan d'investissement de la SNCB.

Il sera trop tard pour inverser la vapeur ultérieurement, même si un hypothétique État Wallonie-Bruxelles indépendant, mais totalement désargenté, devait prendre le relais: il ne lui resterait qu'à privatiser les derniers kilomètres de voies ferrées qui auraient survécu.

Supplément à
"4 millions 7"
Mars 2013

Éditeur responsable:
Jean-Paul ROOS
rue Middelbourg 65,
1170 Bruxelles

Comité de rédaction:

Cédric Chopin, François Detif,

Paul Durieux, Jean-François Coose,

Jacques Lenain, Jean-Paul Roos

Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs. Ceux-ci sont laissés libres d'appliquer ou pas les rectifications orthographiques approuvées par l'Académie française, publiées au journal officiel de la République française en 1990.



De Jules Gheude à David Coppi

(extrait du site électronique de l'Alliance Wallonie-France : <http://alliancewalloniefrance.wordpress.com/>)

Jules Gheude a réagi à un billet du journaliste du Soir David Coppi, qui avait profité de l'annonce du retrait de Benoît XVI pour se moquer d'un autre «pape» et d'une autre «foi». À travers Paul-Henry Gendebien, c'est le projet d'union de la Wallonie à la France qui était visé.

Cher David Coppi,

J'ai pris connaissance de votre billet d'humour, intitulé «*Le pape du rattachisme toujours en force*», paru dans *Le Soir* du 12 février 2013.

Je ne comprends vraiment pas cette attitude qui consiste à toujours appréhender systématiquement le combat réunioniste avec une pointe d'humour sarcastique.

François Perin, dont la qualité d'analyse et la crédibilité n'ont, il me semble, jamais été contestées, n'a-t-il pas été le premier à annoncer que le Royaume de Belgique ne parviendrait pas à survivre à la mouvance nationaliste flamande? Rappelez-vous sa démission spectaculaire de la fonction sénatoriale, le 26 mars 1980.

Trente et un ans plus tard, vous êtes allé l'interviewer à Saint-Josse-Bruxelles, et les propos qu'il vous a tenus étaient loin de baigner dans l'ambiguïté. L'option réunio-

niste était clairement suggérée comme seule solution d'avenir pour la Wallonie en cas de départ de la Belgique, inéluctable à ses yeux.

Tout cela peut-il prêter à sourire, lorsque l'on voit comment la Flandre évolue depuis le vote, en 1999, par une large majorité de son Parlement, de ces fameuses résolutions qui s'inscrivent clairement dans un schéma confédéraliste, dont il serait naïf de croire qu'il ne débouchera pas un jour sur la scission pure et simple de ce non-pays?

Il y a quelques années, dans *Vers l'Avenir*, Paul Magnette, aujourd'hui président du PS, se disait étonné de voir la mouvance nationaliste s'affirmer avec autant de force : «*On croyait que tout cela n'était que du folklore.*»

Non, cher David Coppi, on n'était pas au carnaval d'Alost. Et les francophones les plus lucides – peu nombreux, hélas! – savaient pertinemment que cette mouvance nationaliste ne se confirmait pas à la seule N-VA de Bart

Alliance France-Wallonie-Bruxelles (A.F.W.B.)
La samedi 2 février 2013, une délégation de l'Alliance Wallonie-France (A.W.F) et de l'Alliance Bruxelles-France (A.B.F) a rencontré nos amis français à Lille. La création de l'Alliance France-Wallonie-Bruxelles (A.F.W.B.) a été décidée: les trois associations (A.W.F., A.B.F. et A.F.W.B.), œuvreront en étroite coordination à la cause de la réunion de la Wallonie et de Bruxelles à la France. L'A.F.W.B. constituera le pilier irréductible français, que nos lecteurs résidant en France sont invités à rejoindre (contact: www.belgique-francaise.fr, ou à l'adresse électronique suivante: cedricchopin@wanadoo.fr).

Par ailleurs, l'A.W.F. et l'A.F.W.B. proposeront à leurs membres l'abonnement à *4Millions7*, la revue de la Ligue wallonne de la Région de Bruxelles, qui contient le supplément bimestriel *France-Wallonie-Bruxelles*. Le comité de rédaction de cette revue sera élargi à l'A.W.F. et à l'A.F.W.B.

Nouvelles de nos associations

Alliance Bruxelles-France (A.B.F.)

Le site électronique www.alliancebruxellesfrance.be est accessible, même si, à l'heure où nous écrivons ces lignes, il n'est pas encore référencé par les moteurs de recherche. Toutes informations et réflexions susceptibles de l'alimenter sont les bienvenues. Les textes sont à adresser à Jean-Paul Roos (jproos04@yahoo.fr), qui transmettra.

Les amis de l'A.B.F. sont invités à verser leur cotisation sur le compte BE 42 0016 9290 7654. Les montants sont fixés à 10 €, 20 € (compris l'abonnement au mensuel *4Millions7*, dont le prix sera reporté à la Ligue wallonne) ou plus de 20 € (membres donateurs).

La prochaine assemblée générale se tiendra le jeudi 18 avril à 19 h

au Ciccio Bello, place Wiener à Boitsfort. À l'ordre du jour: contenu

du site, propositions d'activités, bureau provisoire, statuts. Quant à feu Xavier Mabbille, homme d'une grande sagesse, n'écrivait-il pas, dans sa préface à mon livre *L'incurable mal belge sous la scalpel de François Perin*, en 2007 : «*Au cas où s'accomplirait l'hypothèse de la scission de l'Etat (hypothèse dont je dis depuis longtemps qu'il ne faut en aucun cas l'exclure)... ?*

Vous n'ignorez pas le rôle important que le Français Jacques Lenain, haut fonctionnaire français aujourd'hui retraité, a joué dans notre réflexion «post-belge», en développant, d'une manière très fouillée, sa thèse de l'union-intégration à la France de la Wallonie et de Bruxelles, avec statuts partagés pour les deux entités. Il y a quelques jours, il m'écrivait: «*La gauche wallonne va dans le mur. Il lui faudra ce choc pour trouver ensuite le chemin de Paris.*»

François Perin m'a dit qu'il copierait cette phrase.
Le constitutionnaliste de l'université de Liège, Christian Behrendt, m'a félicité d'avoir entrepris dès 2007, cette initiative des «*Etats généraux de Wallonie*», destinée à retrouver le nez sur le poteau, contraints à devoir improviser dans l'urgence.

Christian Behrendt, à propos de l'après-Belgique. Comme il est insensé que les responsables politiques l'aient snobée!

Jules Gheude



La nature des poisons.

Belgitude = servitude

Reprenez les choses à leur principe. Les Flamands sont majoritaires dans le royaume. Ils votent presque majoritairement pour des partis séparatistes ou confédéralistes et, n'en pensent pas moins. En attendant d'exprimer la dernière goutte du citron wallon, ils occupent la quasi-totalité des postes de pouvoir et de commandement. Là où la loi gêne, comme dans la périphérie bruxelloise, ils la contournent ou l'aménagent à coups de circulaires ministérielles. Dans le partage des investissements publics, ils ne respectent même plus la loi du 60/40. Tout cela ne suffit que faiblement à certains partisans qui prétendent se préparer pour la grande bataille de 2014 – version moderne des « replis sur des positions préparées à l'avance » de la droite de guerre 1939-1940. Et de chanteronner entre-temps les grotesques refrains sur la solidarité belge, sur l'honneur du nationalisme ou sur la monarchie salvatrice, dont le bon peuple commence enfin à voir la nudité.

En fait de stratégie pour 2014, ils n'en ont qu'une, et c'est toujours la même : la ligne Maginot du statu quo. C'est la troisième ou quatrième ligne de l'espèce. Les précédentes ont été enfonceées. Chaque fois, Wallons et Bruxellois ont dû céder quelque chose, parfois beaucoup, et c'est logique : POUR GARDER LA BELGIQUE, IL FAUT CONTENIR LES FLAMANDS. Seul le génie de Spitaels avait su, lors de l'instauration du fédéralisme, obtenir un partage équitable de la patée. Mais il voyait mieux que personne le rétrécissement de l'espace de manœuvre qu'il avait utilisé et il avait en tête pour nous un avenir non belge. Après lui, il n'y eut pour notre peuple que réculades et soumissions de nos dirigeants, figés dans la myopie et la surdité, quand ils ne tremperont pas dans la veulerie. Et cela empire ! Dans l'espoir de rallier les « bons » Flamands, ils font une fixette compulsive sur la N-VA. Mais

elle les fera faire, le moment venu, en leur vendant à haut prix et pour quelque temps un reste de Belgique. Déjà, d'ailleurs, certains bonzes du MR se découvrent des affinités avec elle. Vous parlez d'un front francophone ?

Il n'y a pas que la sape flamande pour miner leur détermination à miner leur ligne Maginot. Ils y vont de la poche eux-mêmes (oh ! à petit bruit) ; c'est ce qu'ils deviennent presque de la dération sociale de la ville, Mme Onkelinx déclarait « qu'il faut sourrir davantage aux Flamands de Bruxelles » (7 % de la population !). Encore un effort et M. De Wever ou ses pareils n'auront même plus à demander.

Un mieux par un changement à la tête de nos partis ? On ne voit pour l'instant que gérontes qui se perpétuent et clones qui se répliquent. Trois points de suspension pour M. Magritte, devenu président intérimaire du PS. Plus énigmatique que M. Giet – c'était également à plus intelligent et plus cultivé que M. Di Rupo, il a le profil d'un homme prêt à tuer son père politique. Il ne bronchera pas avant les élections de 2014, mais le revers probable de son parti lui mettra une carte en main.

Dans la nuit du néo-libéralisme, emportés sans retour...

Outre un harcèlement linguistique de tous les instants, un équitable de la patée. Mais il voyait mieux que personne le rétrécissement de l'espace de manœuvre qu'il avait utilisé et il avait en tête pour nous un avenir non belge. Après lui, il n'y eut pour notre peuple que réculades et soumissions de nos dirigeants, figés dans la myopie et la surdité, quand ils ne tremperont pas dans la veulerie. Et cela empire ! Dans l'espoir de rallier les « bons » Flamands, ils font une fixette compulsive sur la N-VA. Mais

les referir. Cette idéologie est dévastatrice pour la Wallonie, plus dépendante de son marché extérieur que la Flandre et qui, en dehors de toute considération doctrinale, a un besoin vital d'initiative publique.

Il faut bien comprendre que le projet européen a complètement changé de nature depuis l'Acte unique de 1986. Il vise maintenant, et c'est pratiquement fait, à nous insérer dans une mondialisation qui sème partout la financer de l'économie, avec son cortège de ruines et de chômage. Les Etats-Unis, la Chine, le Japon et autres tigres asiatiques, qui ne sont pas si obtus, abrètent leurs marchés les plus vulnérables ou les plus stratégiques derrière des barrières réglementaires (tout en préchant le libre-échange), ils manipulent leur monnaie et soutiennent leur croissance en irriguant par un flot de liquidités. Tout ce que refuse de faire « l'Europe », imbue d'orthodoxie budgétaire et criminellement demandeuse d'austérité.

Au fil de la crise, j'ai sévèrement jugé les économies, autrefois Supérieures inconnues. Et je ne m'en dédis pas. Les dernières diatribes du gouverneur de la Banque nationale contre l'index n'ont rien à faire d'autre que de convaincre qu'il n'y a pas d'alternative, comme disait Mme Thatcher, et comme le cardinal Devinez l'emprise sur elle des cellules semi-octolettes du capitalisme financier du genre Trilateral, Club de Bilderberg et autres Superieurs inconnus. Tout le système tend à nous finir. Quand allons-nous changer d'approche économique ?

Et prenez garde : « La concentration de la richesse s'accélère parallèle du pouvoir. » Voyez l'impuissance des gouvernements devant le sieur Mittal. Constatez l'emprise de la Commission européenne, malade à produire le néo-libéralisme, sur nos élus. J'ajouterai : Devinez l'emprise sur elle des cellules semi-octolettes du capitalisme financier du genre Trilateral, Club de Bilderberg et autres Superieurs inconnus. Tout le système tend à nous finir. Quand allons-nous changer d'approche économique ?

Mais il y a des exceptions, et elles se font plus nombreuses à mesure que s'éclaire l'absurdité des médicaments eurosocratiques.

Alors, la croissance (encore dévrait-on la définir) ? Eh bien, l'austérité l'anémie ou la tue. Et comme on impose celle-ci à tous les pays de l'Union européenne, ses méfaits s'ampifient puisque l'on diminue le pouvoir d'achat de nos principaux clients. Même l'Allemagne accuse le coup : Mme Merkel a du souci à se faire pour septembre. Bien entendu, la couverture sociale seffioche : elle nuit, nous disent, à la flexibilité, le maître-mor des néo-libéraux. Et plus il y a de flexibilité, plus il y a de licenciements, et plus il y a transfert d'entreprises et de savoir-faire vers d'autres lieux.

Le livre de Jorion mérite rait une longue recension. Je n'en ai pas la place. La quintessence de sa conclusion pourrait être : Il faut rendre le pouvoir au peuple. Mais dit le dernier livre hautement tonique de Paul Jorion : *Mise en série de la pensée économique* (Fayard, 2013). Il joint à ses connaissances économiques et à son expérience financière (dans une société américaine, si vous plaire !) une formation d'anthropologie et de sociologie qui lui ouvre d'autres fenêtres de tir sur la pensée unique.

Il nous montre les ravages du casino spéculatif, où des ordinateurs, servis par des « traders » hypnotisés et par des banquiers en état d'ébriété doctrinaire, ont remplacé les hommes. Il vous explique notre organisation sociale, tra, en termes limpides, comment la crise a éclaté et pourquoi ses causes sont toujours en place, comme des mines prêtes à sauter. Il renverse les axiomes de la pseudo-science économique, qui n'est pas

une science (M. Magnette l'a reconnu lui aussi), mais toujours l'habillage d'une idéologie. Et si vous mesurez la minceur des réformes apportées par le gouvernement Didier Rupo au secteur bancaire, vous tremirez. « On s'efforce en science », écrit l'auteur, « d'éliminer la part de subjectivité pour aller vers un idéal d'objectivité. Dans la 'science

une science (M. Magnette l'a

reconnu lui aussi), mais tou

jours l'habillage d'une idéologie. Et si vous mesurez la minceur des réformes appor

tées par le gouvernement Didier Rupo au secteur bancaire,

comme une entrave au mar

ché mondial. Tout au basic

pour parvenir en décembre !

« d'éliminer la part de subjec

tivité pour aller vers un idéal

d'objectivité. Dans la 'science

une science (M. Magnette l'a

reconnu lui aussi), mais tou

jours l'habillage d'une idéo

logie. Et si vous mesurez la

minceur des réformes appor

tées par le gouvernement Didier Rupo au secteur bancaire,

comme une entrave au mar

ché mondial. Tout au basic

pour parvenir en décembre !

« d'éliminer la part de subjec

tivité pour aller vers un idéal

d'objectivité. Dans la 'science

une science (M. Magnette l'a

reconnu lui aussi), mais tou

jours l'habillage d'une idéo

logie. Et si vous mesurez la

minceur des réformes appor

tées par le gouvernement Didier Rupo au secteur bancaire,

comme une entrave au mar

ché mondial. Tout au basic

pour parvenir en décembre !

« d'éliminer la part de subjec

tivité pour aller vers un idéal

d'objectivité. Dans la 'science

une science (M. Magnette l'a

reconnu lui aussi), mais tou

jours l'habillage d'une idéo

logie. Et si vous mesurez la

minceur des réformes appor

tées par le gouvernement Didier Rupo au secteur bancaire,

comme une entrave au mar

ché mondial. Tout au basic

pour parvenir en décembre !

« d'éliminer la part de subjec

tivité pour aller vers un idéal

d'objectivité. Dans la 'science

une science (M. Magnette l'a

reconnu lui aussi), mais tou

jours l'habillage d'une idéo

logie. Et si vous mesurez la

minceur des réformes appor

tées par le gouvernement Didier Rupo au secteur bancaire,

comme une entrave au mar

ché mondial. Tout au basic

pour parvenir en décembre !

« d'éliminer la part de subjec

tivité pour aller vers un idéal

d'objectivité. Dans la 'science

une science (M. Magnette l'a

reconnu lui aussi), mais tou

jours l'habillage d'une idéo

logie. Et si vous mesurez la

minceur des réformes appor

tées par le gouvernement Didier Rupo au secteur bancaire,

comme une entrave au mar

ché mondial. Tout au basic

pour parvenir en décembre !

« d'éliminer la part de subjec

tivité pour aller vers un idéal

d'objectivité. Dans la 'science

une science (M. Magnette l'a

reconnu lui aussi), mais tou

jours l'habillage d'une idéo

logie. Et si vous mesurez la

minceur des réformes appor

tées par le gouvernement Didier Rupo au secteur bancaire,

comme une entrave au mar

ché mondial. Tout au basic

pour parvenir en décembre !

« d'éliminer la part de subjec

tivité pour aller vers un idéal

d'objectivité. Dans la 'science

une science (M. Magnette l'a

reconnu lui aussi), mais tou

jours l'habillage d'une idéo

logie. Et si vous mesurez la

minceur des réformes appor

tées par le gouvernement Didier Rupo au secteur bancaire,

comme une entrave au mar

ché mondial. Tout au basic

pour parvenir en décembre !

« d'éliminer la part de subjec

tivité pour aller vers un idéal

d'objectivité. Dans la 'science

une science (M. Magnette l'a

reconnu lui aussi), mais tou

jours l'habillage d'une idéo

logie. Et si vous mesurez la

minceur des réformes appor

tées par le gouvernement Didier Rupo au secteur bancaire,

comme une entrave au mar

ché mondial. Tout au basic

pour parvenir en décembre !

« d'éliminer la part de subjec

tivité pour aller vers un idéal

d'objectivité. Dans la 'science

une science (M. Magnette l'a

reconnu lui aussi), mais tou

jours l'habillage d'une idéo

logie. Et si vous mesurez la

minceur des réformes appor

tées par le gouvernement Didier Rupo au secteur bancaire,

comme une entrave au mar

ché mondial. Tout au basic

pour parvenir en décembre !